

Journal de la Corse

Doyen de la presse européenne
L'hebdomadaire de défense des intérêts de l'île depuis 1817

LINGUA CORSA L'ENSEIGNEMENT EN QUESTION



Semaine du 10 au 16 décembre 2021 | www.journaldelacorse.corsica

R 27997 - N° 11293 - F.2,20 €



3 782799 702200 2200

Femu a Corsica
Entre le marteau
et l'enclume

Le magazine Democratia
Un regard sur la
Méditerranée

Le retour de
Soledonna
La polyphonie
au féminin

Épicerie épicurienne – vins et spiritueux

Il est enfin arrivé le temps de partager un moment en famille et de s'offrir quelques présents...



Laurence et Joseph, des boutiques Caviar & Vodka, vous aident à composer vos cadeaux personnalisés : un panier ou tout simplement une bouteille de cognac de la maison Tesson ou encore un whisky des Lost Distilleries et pourquoi pas un vin du Domaine Noellat en Bourgogne !



Créé il y a 33 ans, avec toujours le même concept, une épicerie épicurienne et une cave avec des vins d'exception.

Notre credo depuis toujours : "on ne peut pas manger sans boire et boire sans manger"

Nous vous offrons une sélection de produits fins pour vous permettre de vous mettre à table et passer de bons moments de convivialité en famille ou entre amis afin de célébrer les fêtes de fin d'année.

Nous vous emmenons en voyage au cœur du goût et autour du monde grâce à un rhum, La Hechichera de Colombie, un whisky Nikka du Japon, un Saint Joseph de Stéphane Ogier, un Pouilly Fuissé du Domaine Ferret ... mais également un saumon de qualité de Norvège ou d'Ecosse, une sélection de caviar Petrossian, un foie gras des Landes de la Maison Lafitte (élu meilleur foie gras année 2021) et d'autres délices à venir découvrir dans nos deux boutiques (32 Cours Napoléon et Résidence des Îles).

Nous vous accueillons tous les jours de décembre y compris le dimanche. Nous nous ferons un plaisir de vous conseiller pour que ces fêtes soient inoubliables.



Pégalez-vous, amusez-vous !!

Société d'édition :
Journal de la Corse
2 rue Sebastiani - 20000 Ajaccio

Rédaction :
redactionjournaldelacorse@orange.fr

Rédaction Ajaccio :
2 rue Sebastiani - 20000 Ajaccio
Tél : 04 95 28 79 41
Fax : 09 70 10 18 63

Rédaction Bastia :
7, rue César Campinchi
Tél : 06 75 02 03 34
Fax : 04 95 31 13 69

Annonces légales :
journaldelacorse@orange.fr

**Directrice de la publication
et rédactrice en chef :**
Caroline Siciliano

Directeur Général :
Jean Michel Emmanuelli

Directeur de la rédaction Bastia :
Aimé Pietri

Publicité :
Tél : 04 95 28 79 41
Fax : 09 70 10 18 63

Impression :
Imprimerie Olivesi Ajaccio
ISSN : 0996-1364
CPPAP : 0921 C 80690

**Soucieux de la protection
de l'environnement,
le Journal de la Corse
est imprimé sur papier recyclé.**

L'édito de Pierre-Louis Alberghi

Improvisation et Culture

Pour forcer le destin fallait-il renouer avec les cortèges de rue ? D'aucuns, dans les arcanes du pouvoir nationaliste, se sont posés cette question. Finalement, Femu a Corsica, dans la projection de cette image populaire et devant le désarroi moral, s'est résigné à faire appel au Peuple comme si la victoire électorale lors des Territoriales de juin, éclatante à souhait, n'avait servi à rien ou à pas grand-chose. Face à la logique du statu quo dans les relations avec l'Etat il fallait réveiller le sentiment national quitte à improviser pour redonner vie à ce qui a fait la force des nationalistes pendant quarante ans l'occupation de la rue. Le nationalisme a ainsi gagné la bataille culturelle et idéologique fruit du militantisme sous tout ses aspects. Un capital culturel qui l'a mené à des succès électoraux mais cette hégémonie faisait peser la menace d'être « normalisée » voire délégitimée par l'accession au pouvoir. Rempart peut-être contre une violence larvée, ces manifestations programmées peuvent-elles faire plier l'orthodoxie du gouvernement et son déterminisme a repoussé les réformes à l'après présidentielle ? On peut en douter. Un gouvernement qui notera l'aveu d'impuissance de l'Exécutif. Dans la mythologie nationaliste on a toujours voulu exprimer l'humiliation et la marginalisation de la Corse et des corses. Est-ce si pertinent aujourd'hui d'en rajouter dans ce marqueur idéologique ? La question mérite désormais d'être posée en ces termes.

Politique 4
Le rassemblement de Femu a Corsica

Humeur 8
Black and white blues

Éducation 9
Le dossier Lingua Corsa

Entretien 12
Ghjiseppu Turchini

Médias 14
Un regard sur la Méditerranée

Société 23
La fin de l'autosoliste

Culture 24
Le retour de Soledonna

Agriculture 26
L'An 1 d'une foire

Échecs 27
Les projets de la ligue

BULLETIN D'ABONNEMENT

Société :

Nom, prénom :

Adresse :

- 6 mois au prix de 55€ au lieu de 57,20€
- Abonnement 1 an au prix de 100€ au lieu de 114,40€
- Abonnement 2 ans au prix de 180€ au lieu de 228,80€
- Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre du « Journal de la Corse »
- Règlement par mandat administratif
- Règlement par virement :

CCM AJACCIO 10278 07906 00020738840 65
IBAN FR76 1027 8079 0600 0207 3884 065
BIC CMCIFR2A
- Je désire une facture

A retourner au : Journal de la Corse / 2, rue Sebastiani / BP 255 – 20180 Ajaccio Cedex 1 / Tél. 04 95 28 79 41 - Fax : 09 70 10 18 63
Annonces légales : journaldelacorse@orange.fr

Femu a Corsica entre le marteau et l'enclume

Alors que débute une campagne présidentielle qui sera marquée par la présence d'une droite populiste de plus en plus influente, d'une droite républicaine sécuritaire et intransigeante, alors qu'il est confronté à des crises aux Antilles et le sera probablement en Nouvelle Calédonie, alors aussi qu'il doit prendre en compte la crise sanitaire et la dégradation du climat social, Emmanuel Macron qui espère être réélu, peut difficilement prendre le risque d'apparaître laxiste ou faible.

Acte 1 : mercredi 1er décembre, à Ajaccio, des élus Femu a Corsica dont le député de Haute-Corse et secrétaire national du parti Jean-Félix Acquaviva, la présidente de l'Assemblée de Corse, Marie-Antoinette Maupertuis, le député européen, François Alfonsi, et le président du groupe Fà populu insemi à l'Assemblée de Corse, Jean Biancucci, ainsi que quelques militants se sont rassemblés devant les grilles de la préfecture. Après avoir accroché sur les grilles une banderole sur laquelle figurait la revendication « *Autunomia* », ils ont appelé à un « *cycle de mobilisations* » visant à arracher à l'État un processus de « *règlement négocié du problème corse* ». Un premier rendez-vous

palabrer, de gesticuler sur ce dossier, puisque de toute façon, il faut payer » ; déclaration ayant conclu l'évocation de la condamnation de la Collectivité de Corse à verser une indemnité de plus de 94 millions d'euros à la Corsica Ferries, du refus de payer exprimé par le Président du Conseil exécutif et de la non inscription de la somme au budget supplémentaire 2021 de la Collectivité de Corse. Jean-Félix Acquaviva a aussi affirmé qu'une nouvelle condamnation était à redouter du fait de la délégation de service public maritime ayant été attribuée en 2013 et émis des craintes concernant le contenu et même la pérennité du service public aérien. Des propos concernant l'aérien que Pascal Lelarge a jugé « *sans fondement* ». Enfin, Jean-Félix Acquaviva a fustigé la non-réponse de l'État à la résolution de l'Assemblée de Corse votée à l'unanimité le 22 octobre dernier demandant le rapprochement de Pierre Alessandri, Alain Ferrandi et Yvan Colonna : « *On biaise, on gagne du temps, on change de sujet.* » Marie-Antoinette Maupertuis, présidente de l'Assemblée de Corse a de son côté déploré une absence de dialogue avec l'État.

Le PNC et Corsica Libera ont dit non

Acte 2 : l'appel de Femu a Corsica a été rejeté par les deux partis qui ont été à ses côtés aux commandes de la Collectivité Territoriale puis de la Collectivité de Corse de 2015 à 2021. Le Partitu di a Nazione Corsa et Corsica Libera ont dit non. Ils ont en effet annoncé leur refus de participer au rassemblement du 4 décembre. Le Partitu di a Nazione Corsa a expliqué que tout en ayant pris acte de l'appel lancé par

le parti siméoniste et que partageant « *certains aspects du raisonnement* », il ne pouvait adhérer « *ni en termes de méthode, ni sur le fond, à l'initiative proposée* ». Le parti de Jean-Christophe Angelini a précisé qu'ayant été non concertée, l'initiative s'inscrivait dans une continuité : la rupture unilatérale par Femu a Corsica de la coalition Pè a Corsica ayant provoqué la fracture de la famille nationaliste après des années d'union et de partage des responsabilités. Le Partitu di a Nazione Corsa a par ailleurs déploré voir dans le « *cycle de mobilisations populaires* » lancé par Femu a Corsica non pas un appel à la mobilisation générale, mais « *une convocation, qu'aucun espace d'échange ou de concertation, à l'exception d'une réunion hâtivement organisée, n'est venu précéder ou même accompagner* ». Enfin, le Partitu di a Nazione Corsa a conclu en appelant à recréer un dialogue entre mouvements nationalistes « *seul à même d'initier une mobilisation populaire à la hauteur de l'enjeu, parce qu'unitaire, plurielle et inscrite dans une stratégie globale* ». Corsica Libera a de son côté dénoncé un constat d'échec de Femu a Corsica et fustigé une initiative visant sauver les apparences. Corsica Libera a ensuite préconisé une démarche unitaire à partir d'une « *concertation en amont* » et selon « *une mobilisation dont la méthode et les moyens devront être définis et élaborés en commun, sans souci de caporalisation* ». On peut noter que ces propos ont fait écho à un récent propos très critique de Jean-Guy Talamoni à l'encontre de la majorité siméoniste publié dans le numéro venant de paraître d'U Ribombu Internaziunale:



a été fixé : samedi 4 décembre à 15 heures, présence massive des Corses devant ces mêmes grilles. Pour expliquer cet appel au peuple, Jean-Félix Acquaviva a d'abord dénoncé une déclaration, selon lui injurieuse, du préfet de Corse Pascal Lelarge dans les colonnes de Corse Matin : « *C'est inutile de*

« Si l'on peut regretter que ce soit une affaire d'argent qui fasse prendre conscience d'une situation politique dont le caractère inacceptable est ancien, on ne peut qu'espérer un changement de stratégie des élus majoritaires. »

Quelques centaines seulement

Acte 3 : le samedi 4 décembre, l'initiative de Femu a Corsica n'a pas été couronnée de succès. Quelques centaines personnes seulement se sont rassemblées devant les préfectures. Jean-Félix Acquaviva a cependant vu un signe encourageant : « Ce sont des premiers rassemblements, ce ne sont pas des manifestations. On essaie, de manière symbolique de manifester notre détermination et notre refus d'une politique de l'État et du gouvernement. » Trois présences l'ont peut-être conforté dans son analyse. Celle de quelques représentants du Syndicatu di i Travagliadori Corsi après que cette organisation ait annoncé vouloir contribuer à « construire un rapport de force indispensable » et demandé à l'État « d'assumer sa grande part de responsabilité quant à la situation actuelle d'une dette sans précédent. » Celles de deux personnalités indépendantistes : Pierre Poggioli et Paul-Félix Benedetti, le leader de Core in Fronte. La présence de ce dernier a sans doute été d'autant plus appréciée par le secrétaire national de Femu a Corsica que, tout en ayant en critiqué « la méthode qui a amené l'exécutif actuel de Corse à mal négocier et à mal entamer ce rapport de force », Paul-Félix Benedetti a qualifié d'erreurs les absences du Partitu di a Nazione

Corsa et de Corsica Libera et implicitement promis qu'il reviendrait : « Aujourd'hui, s'il n'y a pas de sursaut collectif, cela va nous amener à l'impasse et peut-être à des lendemains difficiles. » Par ailleurs, optant de dépasser l'échec, Femu a Corsica a annoncé qu'en cas de réponses insatisfaisantes de la part du gouvernement : « Il y aura une volonté d'aller beaucoup plus loin dans les mobilisations, de manière crescendo. » En ce sens, lors du rassemblement à Aiacciu, le président du groupe Fà populu in seme à l'Assemblée de Corse, Jean Biancucci, a lancé un appel à la société corse dans son ensemble, à toutes les mouvances nationaliste, aux responsables politiques, syndicalistes et associatifs, à se mobiliser pour les prisonniers, au combat contre la spéculation immobilière, à aller vers l'autonomie selon « une graduation nécessaire dans tous les domaines ». Mais soutenir un bras de fer avec l'État est-il possible ?

L'espoir en Gourault

Epilogue provisoire : les rassemblements rachitiques du 4 décembre ne sont d'évidence pas de nature à faire plier Emmanuel Macron et son gouvernement. A ce jour, l'espoir pour le président du Conseil exécutif d'obtenir une sortie de crise honorable réside plutôt dans une issue favorable des discussions entamées à Paris avec Jacqueline Gourault, la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales. Peut-être Gilles Simeoni obtiendra-t-il, ce qui représenterait déjà beaucoup au vu de l'état actuel de ses forces sur le terrain, le règlement par l'Etat

de la moitié de la somme due à la Corsica Ferries et la possibilité de procéder à un paiement étalé. Peut-être aussi lui sera-t-il consenti un geste de bonne volonté concernant la question des prisonniers. En revanche, il serait surprenant que s'ouvre grand la porte donnant sur une autonomie de plein droit et de plein exercice. Alors que débute une campagne présidentielle qui sera marquée par la présence d'une droite populiste de plus en plus influente, d'une droite républicaine sécuritaire et intransigeante (comme viennent de le confirmer la désignation comme candidate de Valérie Pécresse et la montée en puissance d'Eric Ciotti, deux personnalités peu enclines à la clémence envers « les terroristes » et à raboter les pouvoirs régaliens), alors qu'il est confronté à des crises aux Antilles et le sera probablement dans quelques jours en Nouvelle Calédonie, alors aussi qu'il doit prendre en compte la crise sanitaire et la dégradation du climat social, Emmanuel Macron qui espère être réélu, peut difficilement prendre le risque d'apparaître laxiste ou faible. Gilles Simeoni et ses amis sont donc pris entre le marteau que représentent la passivité de leur électorat et la rancœur de nombreux sympathisants et militants nationalistes qui n'ont pas pardonné la cassure de Pè a Corsica, et l'enclume que représente un État peu disposé à faire des concessions et qui ne tendra la main que pour donner à l'opinion le sentiment qu'on lui a dit merci.

• Pierre Corsi

LE REGARD DE Delambre

+ 



Les partisans de la majorité nationaliste rassemblent péniblement deux cents personnes à Ajaccio

Six ans après la première victoire nationaliste aux territoriales, ils étaient une cinquantaine d'élus de la majorité actuelle, à protester devant les grilles de la préfecture de région pour demander à ce que l'État prenne à son compte une part des 90 millions dus par la CdC à Corsica ferries et plus largement à nouer un dialogue sur les principales revendications nationalistes : rapprochement des trois derniers condamnés pour l'assassinat du préfet Erignac, enclenchement d'un processus de solution politique globale, etc. Ils appelaient à une mobilisation qui s'étalerait sur plusieurs mois avec une première manifestation à Ajaccio le samedi 4 décembre. Elle s'est transformée en un cinglant échec : 200 personnes à peine, autant à Bastia et les autres groupes nationalistes absents.

Le dos au mur

Les simeonistes semblaient avoir enfin compris que dans un combat politique la mobilisation populaire est la prolongation du scrutin. Encore fallait-il en avoir les moyens. Dans le langage alambiqué qui est le sien, Jean-Félix Acquaviva avait signifié que « *le retour à la rue ne signe pas notre échec* ». Mieux valait le préciser tant l'actuelle majorité piétine dans la plupart des domaines. Elle vient d'y ajouter l'échec populaire en



mobilisant à peine quatre cents personnes (pas même l'appareil militant) devant les préfectures. Un signal négatif lancé à l'état qui comprend bien qu'il n'a devant lui qu'un tigre en papier. Le député Acquaviva a annoncé — après six ans de gestion tout de même — que « *la stratégie de la prise de responsabilités vise aussi à installer, par le travail quotidien, une autonomie de fait*

dans nombre de domaines. Sur ces champs-là, des progrès seront actés qui ne dépendront pas forcément du comportement de l'État. » Chacun appréciera l'usage du futur après tant d'années d'exercice du pouvoir. Et le député de ne pas craindre le ridicule en usant d'une comparaison osée :

« *Si nous sommes des sous-citoyens, des indigènes, des confettis de l'empire colonial français, que l'on soit corse, guadeloupéen, antillais, kanak, qu'on nous le dise clairement.* » Un tel parallèle est pour le moins audacieux surtout quand on connaît la part prise par les Corses dans la conquête coloniale. D'un autre côté, réjouissons-nous : Femu demande à ce que les Corses deviennent plus encore des citoyens français à part entière. Allelujah ! On a surtout l'impression que l'exécutif, désormais seul en selle, ne sait plus trop comment (ré) agir dans le dossier de la Corsica ferries. Certes l'État porte une lourde responsabilité dans la décision prise à l'époque, mais la CdC aurait dû année après année provisionner les comptes. De plus, pour quelles raisons l'actuelle majorité n'a pas dénoncé l'injustice faite à la Corse quand elle est arrivée à la direction de la région il y a six ans préférant approuver le licenciement des lanceuses d'alerte ?

Péché d'orgueil

La direction simeoniste espérait un miracle et réitérer le cavalier seul des élections territoriales. Elle avait donc snobé une fois encore les autres forces nationalistes pour mobiliser samedi. Celles-ci se sont fait un

plaisir de la laisser aller seul au feu (la présence du seul Paul Félix Benedetti apparaît alors comme une courtoisie sans importance). Or Femu ne sait plus enthousiasmer les foules (en hiver de surcroît). Le risque était donc de faire chou blanc et de paraître plus faible encore. Voilà qui est fait. Simeoni a proclamé qu'il ne démissionnerait pas alors même que personne ne le lui demandait. Curieux message qui, là encore, traduit en creux les angoisses du président de l'exécutif. Il est désormais certain qu'en janvier le préfet prélèvera sur le budget régional une somme qui approchera les 100 millions. Et d'autres suivront induites par les DSP dites courtes et donc illégales. Le député Acquaviva a parlé de menaces que le préfet aurait fait planer sur Air Corsica lequel a aussitôt démenti. Le problème est réel non pas parce que l'état voudrait sanctionner une Corse qui aurait mal voté Mais tout simplement parce que le système des DSP est désormais obsolète et que plutôt que de vouloir s'accrocher à une branche pourrie, mieux vaudrait tenter d'imaginer autre chose dont pourrait profiter la Corse. Les nationalistes n'ont pas été portés sur le bouclier de la victoire pour entretenir le passé, mais pour imaginer le futur. Pour l'instant, ils n'ont aucune démontré qu'ils en étaient capable.

• GXC

Catalogne : la langue à l'épreuve des magistrats et de la droite

Le statut d'une langue régionale est toujours menacé car il reste soumis au bon vouloir des institutions du pouvoir central.



Selon un sondage réalisé en 2018 par l'Institut d'Estadística de Catalunya (organisme de la Generalitat de Catalunya) : côté territoire espagnol, 52,7% des habitants déclaraient « avoir pour langue maternelle » le castillan (31,5 % le catalan), 46,6% considéraient le castillan comme « langue d'identification » (36,3% le catalan), 48,6% désignaient le castillan comme « principale langue d'usage » (36,1% le catalan). La prédominance du castillan, la langue officielle de l'État espagnol, qui a ainsi été constatée s'explique aisément. Le régime franquiste a combattu durant plus de quarante ans les spécificités locales. La puissance économique de la Catalogne attire, depuis des décennies, des populations pauvres originaires du reste de l'Espagne et des immigrés pour lesquels le castillan représente la langue du pays d'accueil, de l'intégration et de la promotion sociale. Enfin la Catalogne n'échappe pas à la standardisation culturelle et linguistique. L'enseignement immersif en catalan qui existe, depuis les années 1980, dans le système éducatif, permet certes que la jeunesse catalane accède à une connaissance du catalan, mais cela ne suffit manifestement pas à assurer à ce dernier un équilibre d'usage et de prestige avec le castillan. Une récente décision du Tribunal Suprême espagnol

n'aidera sans doute pas à ce que la catalan devienne l'égal du castillan. En effet, les magistrats de la plus haute juridiction espagnole ont, le 23 novembre dernier, confirmé une décision de justice qui ordonnait qu'il soit fait usage du castillan dans 25 % des cours dispensés hebdomadairement dans les établissements scolaires catalans du primaire et du secondaire. Les indépendantistes catalans dénoncent d'ores et déjà un « harcèlement politique, médiatique et judiciaire » qui « conforte la cruauté de la répression envers l'identité catalane ». Le ministre de l'Éducation de la Generalitat de Catalunya a appelé les établissements scolaires concernés à « ne pas modifier leurs plans linguistiques ».

Vers un « 155 linguistique » ?

La droite espagnole a immédiatement réagi. Le Parti Populaire, principale formation d'opposition au gouvernement socialiste au pouvoir à Madrid, a demandé que soit appliqué un « 155 linguistique » si la Generalitat persistait à rejeter la décision du Tribunal Suprême (155, référence à l'article de la Constitution espagnole qui permet au pouvoir central de prendre des dispositions coercitives lorsqu'une région se rebelle, article utilisé en 2017 à la suite de la déclaration d'indépendance

prononcée par la Generalitat de Catalunya). Le gouvernement socialiste est quant à lui dans l'embarras. En effet, c'est un texte dont il a été l'initiateur (loi Celaá, du nom de la ministre de l'Éducation qui l'a élaborée) qui, l'an passé, a supprimé la qualité de « langue véhiculaire » du castillan dans les écoles catalanes et ainsi provoqué la colère du centre et de la droite. Les partis ont dénoncé une inéluctable « élimination du castillan ». Le quotidien conservateur madrilène ABC a surenchéri : « Avec le temps va s'étioler le principe qui donne à tous les Espagnols le droit et le devoir de connaître leur propre langue officielle. » De la colère et de la surenchère est issu le recours qui a donné lieu à la décision du Tribunal Suprême du 23 novembre dernier. Pourquoi le gouvernement socialiste a-t-il pris le risque de provoquer une guerre linguistique sur le terrain miné catalan ? Il a cédé à des considérations politiques : ne disposant pas d'une majorité parlementaire absolue, il a agi pour obtenir le soutien vital des indépendantistes catalans siégeant aux Cortès (Parlement espagnol). Un enseignement majeur peut être tiré de tout cela : le statut d'une langue régionale est toujours menacé car il reste soumis au bon vouloir des institutions du pouvoir central. Deux personnalités bien différentes l'ont d'ailleurs souligné. « L'Espagne tente depuis des siècles de liquider le catalan. Elle n'a jamais abandonné cette obsession. Nous n'avons qu'une chance de sauver la langue : matérialiser l'indépendance que nous avons proclamée » et « Chaque fois, nous sommes obligés de construire pierre à pierre l'édifice pour pouvoir enseigner nos langues. Et, de temps en temps, quelqu'un essaie d'en saper les fondations » ont en son temps respectivement constaté Carles Puigdemont, l'ancien Président toujours en exil de la Generalitat de Catalunya, et Paul Molac, le député français, inlassable défenseur de toutes les langues régionales de France.

• Alexandra Sereni

Black and white blues

-« *Le 12! Enlève la blouse !* »

-« *Quine quine , mieux j'ai un carton plein!* »-

« *Poh poh poh! U curnutu dinò! Hè cripatu!* »

-« *Le carton plein remporte le prisuttu !* »

-« *Non c'est une erreur, le prisuttu est toujours en jeu. Le carton plein remporte l'autonomie pour la Guadeloupe* »

-« *Hè micca cripatu u curnutu. Hè neru !* »"

Lecornu. Sébastien Lecornu. Quand le gamin de l'Elysée est dans la boîte à ragoût, c'est sur lui que ça retombe. Surtout si les emmerdes ont une couleur. Pour les gilets jaunes, déjà,



on l'avait urgemment sorti de son train-train pour conduire le grand débat. En clair rabibochoer le Jupiter en bermuda avec les élus locaux. Lecornu avait donc noyé ceux des gilets jaunes qui étaient solubles dans un verre d'eau.

- « *Putain les noirs voient rouge ! Appelle Lecornu.* »

Sur ce coup les petits machiavels de l'Elysée jouent avec le feu. En mettant l'autonomie sur le tapis vert, face à des manifestants qui ont des revendications sociales et des réticences vaccinales, ils peuvent perdre gros. On a compris que c'était un énième coup de com pour faire diversion et mettre la puzza. Problème, les Martiniquais ont la sensation de l'avoir dans le baba au rhum. Logiquement, ils se demandent pourquoi ce qui serait envisageable pour l'île voisine serait incongru pour eux. *An nou alé faire rififi*. En envoyant le RAID, le GIGN, des bataillons de mobiles et de CRS, Darmanin ne se pose pas en arbitre des élégances. Derrière ce refus vaccinal, il y a la défiance que le peuple noir

nourri dans la parole des blancs. A défaut de regretter cette posture archaïque, le pouvoir serait bien inspiré de ne pas se braquer. La dernière fois que des blancs ont incité des noirs à les suivre, c'était il y a quelques siècles sur les plages de Guinée. Et la petite virée en bateau, que ces G.O. proposaient aux autochtones, leur a définitivement refilé le mal de mer. Alors, si au Yachting Club de Gosier on s'envoie du vaccin dans le ti punch, dans les plantations on doute, on hésite et on préfère s'en remettre au vaudou, le mazzèrisme local. « *Après tout, les petits blancs n'ont rien inventé avec leur pilule bleue qui n'a pas la vigueur de notre bois bandé* ».

Bref c'est l'ensemble de l'Outre-Mer qui peut s'enflammer. Mais le pire reste toujours ce manque de colonne vertébrale, cette absence de conviction et de profondeur de champs. Ce mépris avec lequel on joue avec des idées, qui méritent une architecture intellectuelle en béton, comme un flambeur du casino de Saint-François. En Corse les natios l'ont joué soft. Il aurait été tentant d'en faire des caisses, tellement Lecornu ouvrait l'autoroute du rhum et de la négociation immédiate. A la télé on voit les élus des Antilles qui défilent. Ils sont tous noirs. Logiquement, on se dit que l'histoire est en marche pour réparer les horreurs du passé. Grosse escroquerie des puissants. Des békés. Les héritiers de la période la plus sombre des Caraïbes. Regardez les photos des chambres consulaires, du Medef local, des réunions où l'on fixe le cours de la banane, et là vous ne verriez jamais un noir. Mais les békés dernière génération ont aussi voulu laisser une trace dans l'histoire de la région. Ils ont emboucané le sol et l'eau des deux îles pour 600 ans. En utilisant, de 1972 à 1993, un pesticide, le chlordécone, dans les bananeraies. Et quand ça chlordécone ça chlordécone à plein tube. Alors que les Etats-Unis suspendent ce produit de malheur en 1977, la France ne l'interdit qu'en 1990. En Métropole pas aux Antilles. Les békés

obtiennent de leurs petits copains des ministères une prolongation jusqu'en 1993. Un permis d'empoisonner encore pendant 3 ans. Tout ça pour leurs bananes à la con. Résultat des courses: 95% de la population antillaise présente des traces de leur chlordéconade dans le sang. Les Antilles ont le record du monde des cancers de la prostate. Les naissances prématurées sont aussi nombreuses que les retards de développement chez les enfants. Rassurez-vous cette monstruosité ne touche que les pauvres, donc les noirs. Chi tanti Covid! Vous comprenez mieux l'hostilité malade de cette population à l'injonction vaccinale des visages pâles? Ainsi va la vie dans les îles françaises.

A Paris Castex s'est chopé le Covid, mais il est déjà sorti de l'isolement. Putain que le temps passe vite. Et il ne l'a refilé à personne. Même pas à Veran. Forcément avec lui tout le monde respecte la distance. Zaza Zemmour a les nerfs qui lâchent. A ce rythme il va se prendre une déculottée, lui qui, paraît-il, aime les bonnes grosses fessées. Après avoir fait de bons gros dodos en rêvant de l'Elysée, Xavier Bertrand s'est brutalement réveillé. Et pas dans un palais. En tongs devant ses « amis » balanins qui mesurent aujourd'hui la valeur d'une promesse d'autonomie, faite les pieds dans l'eau. Macron a déjà gagné. C'est d'ailleurs la seule chose qui peut le faire perdre. Monsieur Hulot s'est mis en vacances du pouvoir. Il a maintenant le temps de rejoindre Marie-Galante pour se réapprovisionner en bois de chauffage. Et s'il recharge planquez-vous... A Pointe à Pitre ce putain de virus a eu la peau de l'immense Jacob Desvarieux, inventeur du Zouk, et membre fondateur de Kassav. Il ne réglera jamais la facture d'une dizaine de bouteilles de champagne commandée un soir de 1985 dans une boîte d'Abidjan, après un concert mémorable qui ouvrait au groupe les portes de l'Afrique. La boîte était tenue par un blanc. Pour une fois qu'un noir plantait un blanc...

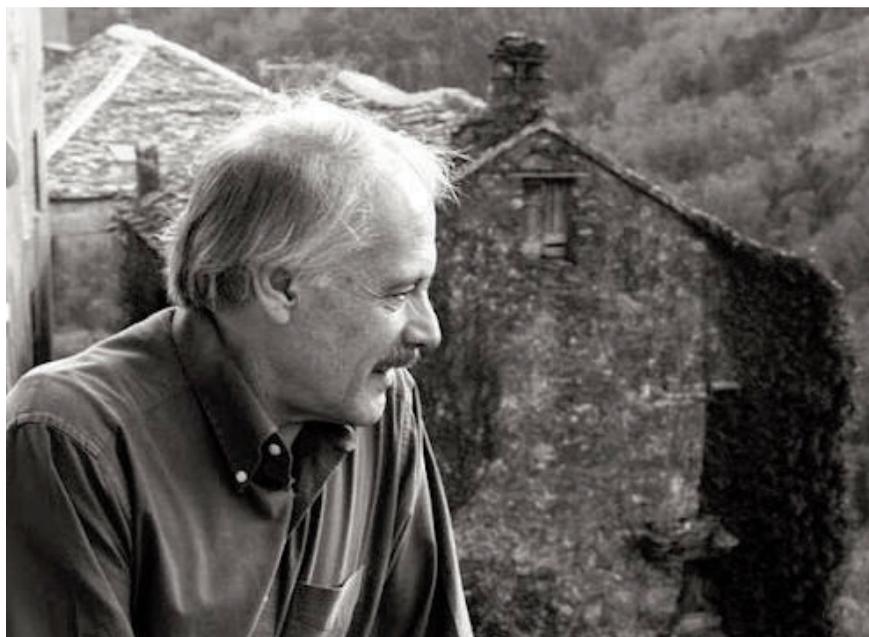
On sait ce qu'il faut: « *Du blues du blues du blues...* »

Sgaiuffu

www.journaldelacorse.corsica

Enseignement : la langue corse en danger ?

Le Journal de la Corse ouvre, cette semaine, un dossier sur la langue corse avec un premier volet dédié essentiellement à l'enseignement. Dans un deuxième temps, il s'agira d'évoquer son évolution au sein de la société corse.



Ghjacumu Fusina

S'il est un thème qui crée un très large consensus au sein de la société insulaire, que ce soit dans la rue ou parmi les élus de toutes les familles politiques, c'est bien celui de la langue corse. Dont l'enseignement-obligatoire est voté, en mars 2000, par la majorité des conseillers de l'Assemblée de Corse. On est loin, très loin de l'amalgame politique des années soixante-dix, quatre-vingt qui consistait à penser qu'une personne pratiquant le corse en ville -moins dans les villages où c'était plus « naturel » - était considérée comme issue de la mouvance nationaliste. Mais qu'en est-il, aujourd'hui, de l'enseignement du corse ? Dans ce domaine, force est de constater qu'écoles, collèges, lycées, université, constituent,

aujourd'hui le socle indispensable permettant à la langue de se transmettre dans une société où elle ne trouve pas encore sa place. Pour le reste, rappelons, en effet qu'en guise de préambule à son ouvrage « *La coofficialité en 50 arguments* », l'universitaire Romain Colonna précise qu'en « 1915, la transmission intergénérationnelle de la langue s'effectuait à 85 % dans les familles, un chiffre porté à 2 % aujourd'hui. » D'où l'intérêt, même si tout est loin d'être parfait, de la pratique du corse en milieu scolaire.

Genèse dans les années soixante-dix

Les prémices de l'enseignement se situent, avec quelques tentatives militantes auparavant,

dans les années soixante-dix. Les précurseurs ont alors pour nom Pascal Marchetti, Ghjacumu Fusina, Jean Ciorbuli, Ghjacumu Thiers, entre autres et l'enseignement s'effectue dans l'île, bien sûr mais aussi, en plein cœur du Riacquistu, auprès des Corses de la Diaspora à Marseille, Nice ou Paris... Figure de proue de ce renouveau linguistico-culturel, qui inclut, bien sûr l'enseignement de la langue et la transmission de la culture, Ghjacumu Fusina s'est particulièrement illustré durant toute ces décennies. « *L'évolution de la langue corse est bien sûr évidente, rappelle-t-il, quand j'ai débuté, le corse était enseigné en toute fin de journée, il n'y avait pas grand-chose. On est parti de rien en créant nous mêmes, le CAPES en 1991. Mais il a fallu se battre pour cela...* »

Un enseignement plus structuré de nos jours

Une analyse que partage son homologue et compagnon de route depuis le Riacquistu, Ghjacumu Fusina : « *Avant 1981, explique ce dernier, il n'y avait rien de vraiment officiel à l'exception d'initiatives émanant d'associations. Tout s'est peu à peu structuré avec la création de « Scola Corsa », l'ouverture de l'Université et la mise en route du CAPES de corse mais il a fallu s'y prendre à deux fois. Tout est parti de 1981 avec Alain Savary, Ministre de l'Éducation Nationale sous François Mitterrand. L'enseignement débutait alors à l'école maternelle et se poursuivait dans le second degré et à l'université. Mais on a commencé par le haut de la pyramide... Nous avons créé 150 postes de professeurs de corse, un concours national est né... De nombreux enseignants d'aujourd'hui ont été mes élèves.* »

Au fil des ans, l'enseignement du corse s'est



Rassemblement de lycéens devant la Préfecture d'Ajaccio pour La défense de la langue

structuré. Aujourd'hui, quand bien même tout n'irait pas pour le mieux, les résultats restent probants dans l'ensemble avec une langue devenue discipline à part entière, bien loin des balbutiements des années soixante-dix. (voir encadré). « Il n'y avait rien, souligne, pour sa part, Ghjuvan Petru Luciani, Secrétaire

National STC Educazione, en ce sens, la progression de ces quarante dernières années reste positive et même depuis vingt ans. Les résultats ne sont pas exceptionnels mais l'enseignement est là. Nous manquons toutefois de professeurs. Et l'école ne peut pas, à elle seule, tout résoudre. En dehors du cadre scolaire, le bain linguistique fait cruellement défaut. » Sortir le corse de l'école pour l'étendre à l'ensemble de la société insulaire, tel sera l'enjeu des prochaines décennies. C'est aussi un paradoxe aujourd'hui quand on sait que la langue a été – trop ?- longtemps interdite dans une politique qui n'a jamais été véritablement en faveur de son développement. Rappelons, à cet effet, que dans son « Rapport sur la Corse » en date de 1836, Ambroise Mottet, Procureur général de Bastia et Député du Vaucluse précisait que « Tant que ce peuple parlera italien et uniquement italien (corse puisque l'Italie a été fondée en 1860), il ne sera français que de nom... »

L'école vecteur principal de transmission

Sans équivoque de nature politique, force est de constater que longtemps, l'école a

contribué à combler, en effet, un fossé linguistique mais aussi culturel, vieux de plusieurs siècles. Combien, parmi nos anciens, n'avaient que le corse comme unique moyen d'expression ? Ce qui explique, en partie, le recul de la langue. Ceci étant, et comme s'accordent à le souligner les différents intervenants, les choses ont bien changé depuis puisque l'école est aujourd'hui le principal vecteur de transmission de la langue. Avec, il convient de le souligner, l'aide de l'État. « Il n'y a aucune langue régionale dont l'enseignement public soit autant soutenu par l'Education Nationale que la langue corse, rappelle Julie Benetti, Rectrice de l'Académie de Corse, si l'École de la République ne peut assurer à elle seule sa préservation, elle n'en est pas moins devenue le premier levier de sa transmission aux jeunes générations. Cette politique volontariste se traduit par des moyens très conséquents dans le premier comme le second degré. Elle se décline également dans une série de mesures prises pour accompagner dans une approche qualitative son développement... » Poir étayer ses propos, Julie Benetti évoque le bilan de la mise en œuvre du dernier Contrat de Plan



Etat Région (CPER). « Il laisse apparaître, ajoute-t-elle, une progression significative de la diffusion de l'enseignement de la langue corse, que l'on considère le nombre d'élèves concernés (plus de 12 000 inscrits en filière bilingue, soit 45% des effectifs dans le premier degré et 30% des élèves de sixième) ou le vivier des professeurs habilités (600 enseignants habilités dans le premier degré, soit 40% de nos professeurs des écoles). La quasi-totalité de nos élèves de sixième suivent un enseignement de la langue corse. » Une analyse que ne partagent pas les enseignants, notamment en ce qui concerne les récentes réformes. Un point particulièrement sensible que défend la Rectrice. « La réforme du collège a permis d'inscrire le choix des options, de la langue corse en particulier, dans une logique de cycle de la 5^{ème} à la 3^{ème}, explique-t-elle, l'érosion des effectifs des élèves inscrits en option qui se manifestait à l'entrée en 4^{ème} avant la réforme a pu, ainsi, être enrayerée. Les élèves qui choisissent l'option langue corse en 5^{ème} la suivent désormais de façon continue jusqu'en 3^{ème} (soit 55% de l'effectif global). Dans le cadre de la réforme du baccalauréat, la création d'un enseignement de spécialité "langue, littérature et culture corses", crédité d'un coefficient 16 (sur 100), vient reconnaître à la langue corse un statut sans précédent, équivalent à celui de disciplines comme les mathématiques ou la philosophie. Nos élèves conservent par ailleurs la possibilité de choisir la langue corse en LV2 ou en option, la demande de revalorisation du coefficient de l'option ayant été récemment prise en compte. Autre avancée significative, les lycéens peuvent suivre l'un des enseignements du tronc commun (enseignement scientifique ou histoire-géographie) en langue corse. Enfin, le grand oral, crédité d'un coefficient 10, peut être adossé à la spécialité "langue, littérature et culture corses" et présenté pour partie en langue corse. S'agissant enfin de l'enseignement standard, la quasi-totalité de nos élèves suivent un enseignement de langue corse en classe de 6^{ème} et plus de la moitié de la 5^{ème} à la 3^{ème}. »

Un débat ramené dans la sphère politique

Du côté enseignant, on reste encore dubitatif quant à la réalité du terrain par rapport aux chiffres et à l'évolution de ces dernières années. Une caractéristique étayée par les



Ghjacumu Thiers

tensions entre la Collectivité de Corse et le Rectorat. « Le niveau baisse d'une année sur l'autre, ajoute Jean-Pierre Luciani, il faudrait sans doute songer à renforcer le second degré comme ce fut le cas pour le premier. » « Le véritable problème, glisse Marcu Biancarelli, enseignant, c'est la reconnaissance d'un véritable statut du corse et non celui de langue régionale. Mais nous savons que le ministère n'est pas favorable au développement des langues régionales. » Ce qui place, de nouveau, le débat au coeur de la sphère politique où un autre élément important vient se greffer avec l'arrivée massive de personnes non corsophones, chaque année dans l'île. L'école devient alors également un vecteur d'intégration. Enfin, vient s'ajouter le principe de coofficialité donc de statut officiel de la langue, appelé de ses vœux par la mouvance nationaliste. Sur ce point, Ghjacumu Thiers se veut particulièrement explicite. « Actuellement, nous n'avons pas les instruments nécessaires ni le contenu pour mettre la coofficialité en place. Prenez l'exemple de la France. Chaque année, une vingtaine de personnes travaillent à l'élaboration d'un dictionnaire unique. En Corse, chacun édite le sien. Il y a un manque de cohérence même si la reconnaissance de la langue pourrait marquer un temps fort dans son évolution. Là aussi, nous avons du travail. »

Reste donc l'aspect éducatif où l'immersion pourrait constituer une belle transition. Pour

l'heure, six écoles de ce type existent dans l'île, en ajoutant les deux, associatives, celles-là, ouvertes par « Scola Corsa » en septembre dernier. « Nous avons fait le pari à l'époque, ajoute Ghjacumu Fusina, d'opter pour une généralisation de l'enseignement de manière à le répandre partout au niveau scolaire. La solution peut venir aujourd'hui des systèmes immersifs car les enseignants sont confrontés à beaucoup d'élèves non corsophones d'où une pédagogie plus difficile à mettre en place. C'est un système qui a fait ses preuves ailleurs. »

Même si la situation du corse reste délicate, de par son statut de langue minoritaire menacée de disparition, son évolution en milieu scolaire permet tout de même une réelle avancée. Pour ce qui est de la société, les différentes actions, formations et certifications dans le public et le privé devront, comme l'enseignement, se structurer dans le temps, en respectant, autre problème, les parlers des principales micro-régions de l'île. Mais il faudra une volonté politique nationale, une prise de conscience générale dans l'île et sans doute le « sacrifice » d'une génération pour arriver, d'ici une vingtaine d'années, à conférer au corse, le statut de « lingua di u pane » nécessaire à sa survie.

• Philippe Peraut

Ghjiseppu Turchini, président de l'Associu di l'Insignanti LCC et de Scola Corsa

« Actuellement, l'école est devenue l'espace principal du maintien de la langue »

Infatigable militant de la langue corse depuis plus de 30 ans, Ghjiseppu Turchini analyse la situation de langue corse en milieu scolaire.

Comment mesurez-vous l'enseignement de la langue corse depuis ses débuts dans les années quatre-vingt dix ?

On a mis près de 35 ans pour permettre à la langue corse de se faire une petite place dans l'enseignement. Les deux réformes des collèges et lycées nous font faire un bond en arrière catastrophique.

Dans quelle mesure ?

Actuellement, 90 % des élèves inscrits en 6e reçoivent un enseignement en langue corse. Ils ne sont plus que 50 % en 5e, 40 % en 4e, 30 % en 3e et 15 % au lycée. Avec la réforme des collèges, incluant la LV2 en 5e, la moitié des élèves qui ont suivi un enseignement depuis le primaire, arrêtent le corse. Le deuxième choc est constitué par l'entrée au lycée. La réforme Blanquer a eu des conséquences dramatiques avec le coefficient dédié au corse descendu à 0,3 de la note finale. Même si, depuis, il est remonté, le mal est fait. Résultat, les effectifs se réduisent tout comme les postes et les heures.

L'enseignement scolaire ne peut, pour autant, pas suffire pour sauver la langue corse, qu'en dites-vous ?

C'est une évidence ! Il faut une pratique dans la société et une fonctionnalité de la langue. Elle doit, pour cela, être présente dans l'administration, la vie économique, les médias... On peut considérer, à l'inverse, que sans l'enseignement scolaire la langue est perdue. Actuellement, l'école est devenue l'espace principal du maintien de la langue.

L'école immersive ?

Constatant le net recul de l'enseignement depuis 35 ans, nous avons décidé de mettre notre propre réseau d'école immersive en place : scola corsa. C'est à notre sens, la solution. Preuve de cette fiabilité, des élèves de maternelle inscrits en école immersive ont fait plus de progrès en un mois que d'autres en une année. En école immersive, tout, de l'enseignement aux aides-maternelles en passant par la cantine ou la garderie s'effectue en corse. L'enfant n'a jamais recours à l'usage du français.

Pour autant, la langue pratiquée ne sera plus la même en dehors de l'école. Comment y remédier ?

C'est une réalité mais nous sommes face à des enfants réellement bilingues. Il faut savoir, en outre, que les résultats en français à partir du CP, sont meilleurs que ceux des autres sites. Les élèves de lycées



immersifs basques et bretons obtiennent les meilleurs résultats chaque année au BAC. L'enfant bilingue ou plurilingue développe plus de capacités dans toutes les disciplines.

On évoque aussi un certain laxisme dans l'enseignement.

La structuration actuelle de l'enseignement fait reculer et décourage de nombreux professeurs. On fait courir le bruit qu'ils sont seuls responsables, pas assez attractifs... Pourquoi l'administration ferme-t-elle les yeux sur certains qui profitent du système ? Ce n'est pas la faute de l'enseignant si on lui donne de mauvaises habitudes. Ceci étant et pour revenir au coefficient, je voudrais bien connaître le nombre d'élèves inscrits dans une autre discipline si elle était optionnelle avec un coefficient de 1.

L'avenir de la langue corse en milieu scolaire ?

Il passe par un Grand Plan de Formation dans le secondaire, calqué sur celui du primaire avec des Emplois à Temps Plein pour remplacer les enseignants en formation. Nous avons, pour cela, un potentiel de 250 personnes habilitées au sein de l'Académie. Il faudrait également un réseau d'animateurs pédagogiques pour aider les enseignants du secondaire et une évaluation permanente de l'efficacité de ce dispositif. Au Pays Basque Français- 300000 habitants- un élève sur quatre est issu d'une scolarité immersive. Il n'y a pas de raison pour qu'on ne puisse pas, nous aussi, à terme, scolariser un quart de nos élèves en immersif.

• Interview réalisée par Philippe Peraut

I disegni « Nustrali » di Francesco Zarzelli

À 27 anni, issu ghjovanu di a Peraccia hà sceltu di sulcà u so chjassu in u disegnu d'arte, spendendu, da quì à pocu, di pudè fà ne u so mistieru...



Francesco Zarzelli



Zarzelli, una casata monda cunnisciuta in Corsica, masimu in u duminiu di a lingua è di a cultura. U tintu Paulu, famosu insegnante, scrivanu è pueta, hà scrittu parechji anni nantu à u JDC. S'ell'un hà micca pigliatu u listessu versu, u so figliolu Francesco, hè statu ciuttatu, da zitellu, ind'un ambu culturale è nustrale. « Sò statu allivatu i paesi di i Peri, spiega u ghjuvanottu, è di manera naturali, mi sò impegnatu à prò di a cultura

è u patrimoniu... » Francesco face parte di a cunfraternita San Larenzu di i Peri è, à tempu, di l'associu « Memoria Viva » chì travaglia, ghjust'appuntu nantu à a cultura. Li piace à cantà è participà, à a vita paisana...

U disegnu ? « Lighjiu assai à u cullegghju, aghjusta u ghjuvanottu, i classici di l'epica (Asterix, Schtroumps, i persunaghji di Disney), tuttu què m'hà datu a voglia di fà disegni. Ma l'influenza maiò hè ghjunta da u me ziu, Paulu Filippi. A ghju principiatu pian'pianinu, eppo aghju fattu a me strada... »

Una scelta professionale

Cù issa passione, Francesco hà seguitatu un corsu ver di u duminiu di l'arte. Cusì, si chjapperà una licenza d'arte appiegatu è un Master ingegneria, mediazione culturale è animazione (IMCA) liatu à la lingua corsa, à l'Università di Corsica. « U disegnu, aghjusta l'artista, era una passione ma n'aghju fattu una scelta professionale. » Benchè impegnatu in u duminiu di a comunicazione, hà riesciutu à fà a leia trà u grafisimu è u so arte. Tandù, principia qualchì tempu fà, à creà i so primi disegni numerichi ma micca soli.

« Facciu disegni di persunaghji di tempi fà à partesi da ritratti o filmetti d'archivi di l'INA. Ci sò paisani, marinari o persunaghji di u principiu di u Xxu seculu. »

Da u numericu à l'acquarellu è l'inchjostru

Francesco travaglia u numericu ma dinò qualcosa di più « naturale » vale à di inchjostru, mina, acquarellu. « Possu passà da l'illustrazione d'un libru per indettu, à quellu d'un contu è per ciò chì tocca à a comunicazione, affissi piuttosto ch'è logò. È facciu dinò pitturi. » Una prima collezione, battizata « l'anziani » hè nata qualchì tempu fà. Ci si trova un marinaru, una paisana è un traculinu. A seguita ? « Mi piacereia à travaglià a pittura à l'oliu ma sempri arrimbatu nantu à u tradiziunali. L'imaginariu hè qualcosa chì mi piaci dinò assai... » U disegnu, in tutti i casi, li permette di mantene un filu « nustrale », una manera di ripiglià, à modu soiu ciò chì hè statu



tramandatu da u so babbu. « A lingua corsa faci parta di mè, hè sculputa ma u destinu m'hà purtatu aldilà di l'insignamentu. Possu quantunqua ringrazià à tutti quiddi chì m'anu lasciatu qualcosa, i me prufessori, Ceccè Lanfranchi, Paulu Vincentu Mucchielli è di sicuru, babbu. »

Incaricatu di comunicazione ind'un'impresa isulanu, Francesco Zarzelli cuntinueghja à cuncepisce i so disegni. Sunniendu sempre fà ne u so mistieru.

• Ph.P.

Anna Francesca Leccia : « *Democratia* dépoussière un peu l'Histoire »

Diffusé depuis trois ans sur France 3 Corse ViaStella, le magazine mensuel *Democratia* propose un regard sur le monde méditerranéen à travers le prisme de l'Histoire. Présentatrice de l'émission, la journaliste Anna Francesca Leccia dévoile les coulisses de ce programme qui donne un certain coup de jeune à la manière de traiter un fait historique.



Anna Francesca Leccia assure la présentation et les entretiens de Democratia. Depuis l'an dernier, la journaliste insulaire réalise également certains documentaires pour l'émission.

Depuis février 2019, vous présentez Democratia sur France 3 Corse ViaStella. Comment a débuté l'aventure de ce magazine-documentaire qui offre un regard historique sur la Méditerranée ?

L'idée vient de Paul Rognoni qui produit l'émission avec l'équipe de Marettarianu. À l'époque, Paul, ViaStella et son directeur des programmes Philippe Martinetti voulaient proposer une émission historique. Ils ont donc pensé à *Democratia* et ont commencé à la

concevoir. À ma grande surprise, Paul m'a contactée pour me demander de la présenter. Nous avons déjà travaillé ensemble sur un documentaire consacré à Tino Rossi (Vieni, vieni Tino). Il avait vu comment j'écrivais, comment j'interagissais avec les gens que j'interviewais. Jusqu'alors, je n'avais jamais envisagé faire de la présentation. Du coup, j'ai dit oui, un peu aussi pour me mettre en danger et essayer quelque chose de nouveau. Et surtout, le thème était magnifique : l'histoire des pays de la méditerranée.

Vous êtes diplômée de l'école de journalisme de Sciences Po Paris. Vous vivez entre l'Italie et la Corse. Ce programme sur la géopolitique du bassin méditerranéen semblait taillé pour vous, non ?

Lorsque j'ai commencé à présenter *Democratia*, cela faisait un an que j'étais diplômée. Auparavant, j'avais notamment fait une enquête en Italie sur la pédophilie dans l'église catholique. Comme j'avais fait ce travail d'investigation, Paul Rognoni savait que j'avais cette écriture à la fois journalistique et un peu plus documentariste. Je pense que c'est un peu ça qui a fait qu'on a pensé à moi. Puis, avec Sciences Po, il y avait un tropisme et il le savait. Dans nos discussions, il savait que ça me plaisait.

À seulement 28 ans, vous êtes la figure d'une émission qui dissèque des faits historiques précis. Faut-il y voir une volonté d'allier Histoire et jeunesse ?

L'idée de l'émission était un peu de dépoussiérer l'Histoire, c'est-à-dire de sortir de cette image de l'historien vu comme un homme âgé. Je pense aussi qu'on m'a choisie pour ma jeunesse. On essaie donc d'apporter une touche un peu plus moderne et interactive. On a notamment créé des rubriques comme Twhistoria (une citation historique sous forme de tweet). Des personnes nous envoient également des vidéos en mode selfie afin de participer au débat. On essaie donc de sortir un peu de ce côté « *bibliothèque* ». D'ailleurs, dans le nouveau plateau d'Ajaccio, on a recréé l'univers de *Democratia*. Il y a notamment une grande carte du monde ainsi que des grandes affiches interactives. De plus, dans le choix des invités, j'essaie de recevoir des historiens, mais aussi des historiennes, des journalistes ou des experts qui représentent la jeune génération. Je pense que c'est quelque chose qui est propre à l'émission.

Comment trouvez-vous les intervenants ? Est-ce difficile ?

Ça dépend des thèmes. De manière générale, je cherche des personnes habituées à l'exercice de la télé ou de la radio, car c'est particulier. Je me suis rendue compte qu'il y avait beaucoup plus d'hommes visibles dans les médias, ce qui ne signifie pas qu'il n'y a pas de femmes historiennes ; c'est juste qu'on les voit un tout petit moins. Il faut donc chercher. En quatre saisons, j'ai réussi à créer un réseau de contacts, notamment dans différentes universités. On n'invite pas seulement des personnes qui sont dans les grandes écoles parisiennes, on va aller dans toutes les universités. L'idée est d'avoir un panel varié qui soit le plus représentatif possible car l'Histoire n'est pas unique. Il y a différents points de vue et on les expose.

L'émission dure 52 minutes et se divise en deux parties égales : un documentaire suivi d'un entretien avec deux invités en plateau que vous interviewez. Le concept a légèrement évolué par rapport aux débuts...

Oui, mais l'idée directrice reste toujours la même : comment l'histoire peut nous permettre de comprendre ce qui se passe aujourd'hui. Néanmoins, cela ne nous empêche pas d'être en constante réflexion sur ce que l'on propose. Paul Rognoni est très attentif à ce que l'émission soit de qualité. C'est la priorité absolue. Il ne nous laisse pas tomber dans la facilité. Depuis la deuxième saison, les deux invités sont en effet sur le même plateau, alors qu'avant je les interviewais séparément. Désormais, on est davantage sur une discussion, avec un vrai échange sur des sujets plus larges. C'est d'ailleurs magnifique d'avoir autant de temps à la télévision pour s'entretenir avec deux personnes.

Qui réalise le documentaire de 26 minutes en première partie ?

Ils font partie de la collection « *les échos de l'Histoire* ». On est une équipe de trois réalisateurs : Eduardo Malvenuti, Julien Meynet et moi. Il y a aussi les monteurs Gildas Houdebine et Thomas Patras. Là aussi, l'équipe est plutôt jeune. On choisit ensemble les thèmes des documentaires, on propose, on discute avec Paul et, ensuite, chacun se les répartit.

Vous réalisez également ?

Lors des deux premières saisons, je ne réalisais pas. J'écrivais un peu mais là je me suis mise à la réalisation. J'ai fait un premier documentaire sur les femmes pendant la guerre civile espagnole. Pour cette quatrième saison, je vais en faire trois. Le prochain sera sur la loi Veil. Ce qui m'intéresse, c'est aussi de rendre de la visibilité aux femmes qui ont participé à l'Histoire car elles sont parfois oubliées.

La Révolution des Œillets au Portugal, les miliciennes de la guerre d'Espagne, la Palestine, la ligue arabe et dernièrement la Coupe du Monde de football organisée en Italie en 1934 sous Mussolini. Autant de sujets aussi complexes que passionnants. Comment choisissez-vous le fait historique précis que vous allez traiter ?

Il y a constamment un fil conducteur entre ces différents événements : ce sont toujours des moments de bascule où la démocratie est mise en



jeu. C'est un peu la force de ces documentaires. En 26 minutes, on va aller zoomer sur un moment très précis. Grâce au tremplin de l'histoire, on va pouvoir partir d'un thème en particulier, d'une ambiance, d'un pays ou d'un personnage. On va dérouler tout le fil de l'histoire pour tenter de comprendre ce qui se passe aujourd'hui.

La Corse a-t-elle déjà été abordée dans Democratia ?

Oui. D'ailleurs, c'est Julien Meynet et Thomas Patras qui ont fait un documentaire sur l'arrivée des pieds noirs et la création du FLNC. Moi, il se trouve que je suis toujours happée par l'Italie. Là, je viens d'ailleurs de terminer un documentaire sur les services secrets italiens dans les années 70.

Quel sera le sujet du prochain numéro diffusé le 14 décembre sur ViaStella ?

Ce sera encore en Italie. Il sera consacré à Gabriele D'Annunzio, un poète italien qui a fait de la ville de Fiume un État indépendant, à la fois artistique, poétique et anarchiste. C'est Eduardo Malvenuti qui a réalisé le documentaire. Il a trouvé des archives magnifiques de jeunes italiens qui ont participé à cette expérience en 1919. La seconde partie de l'émission sera elle consacrée au rôle des artistes dans l'histoire et des liens qu'ils entretenaient avec les politiques. Sont-ils des serviteurs du pouvoir ou, au contraire, des objecteurs et des résistants ?

En quatre saisons de Democratia, quelle est la plus belle remarque entendue au sujet de l'émission ?

Une historienne m'a dit qu'elle montrait des extraits de Democratia à ses étudiants. À l'époque où j'étais à Sciences Po, j'adorais apprendre et comprendre le monde à partir de documentaires télé ou radio. Alors, si on peut être un support comme celui-là, et que j'arrive à être intelligible et à avoir un impact sur les étudiants, c'est déjà pas mal...

• Interview réalisée par A.S.

Covid-19 : La Corse ne se vaccine pas assez

La situation sanitaire n'est pas bonne en Corse alors que notre région avait été en tête des vaccinations. Mais désormais nous nous trouvons à un palier qui pourrait devenir inquiétant si à la pandémie de Covid venait s'ajouter celle de la grippe, favorisée par un refroidissement de l'air.

Une situation préoccupante

La difficulté d'une pandémie est l'analyse de chiffres extrêmement fluctuants. Le pourcentage de personnes ayant reçu une seconde dose de vaccin est au 1er décembre de 71,8 % avec une faiblesse en Haute-Corse (68,2 %) ce qui n'est pas bon alors que se profile la menace d'Omicron, le nouveau variant. Si le chiffre des décès augmente peu (un seul sur toute la Corse), le nombre d'hospitalisations connaît une hausse qui, pour l'heure, est seulement préoccupante (57 soit +5). Selon les données de Santé publique France, 57 patients sont hospitalisés, 24 à Bastia et 33 à Ajaccio. 12 patients sont ce mardi 30 novembre en soins critiques, 4 à Bastia et 8 à Ajaccio. La totalité des patients hospitalisés en réanimation, en soins intensifs ou en soins critiques est dépourvue de couverture vaccinale ou ne possède pas de schéma de vaccination complet.

Des jeunes récalcitrants et des vieux absents

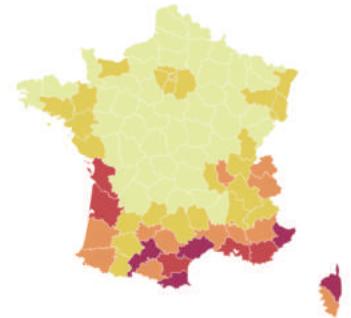
La plupart des non-vaccinés sont des jeunes personnes qui estiment ne rien risquer. Un tel raisonnement est faux de différentes manières. La première est que l'apparition des mutants ne permet aucunement de croire que la situation actuelle sera pérenne. Un nouveau variant peut très bien attaquer les défenses immunitaires des plus jeunes. Or le temps de vaccination est de plusieurs mois et, si une telle hypothèse s'avérait juste, il sera trop tard pour réagir immédiatement. La deuxième raison est que les jeunes peuvent tomber malades. Peu seront touchés par des formes graves, mais ceux qui le seront risqueront leur vie. Ils sont par ailleurs des transmetteurs à haut risque alors les personnes vaccinées le restent, mais avec vingt-cinq moins de

puissance contagieuse. Pour ce qui concerne les personnes âgées ou à risques qui ont échappé à la vaccination, beaucoup se trouvent dans nos villages. Ils connaissent la possibilité vaccinale. Mais force est de constater que certains craignent plus les effets du vaccin que celui de la Covid. À cela plusieurs explications : l'idée qu'on leur ment (une idée qui fait des ravages aux Antilles et en Nouvelle-Calédonie), la propagande fallacieuse de sectes religieuses et la peur inhérente à l'âge avancé. Il ne s'agit pas de jeter la pierre aux récalcitrants, mais de les convaincre. Un dernier obstacle existe : celui de la fracture informatique. Beaucoup de personnes âgées ne possèdent pas un ordinateur ou s'elles en possèdent un, ne savent pas comment atteindre le site doctolib pour prendre un rendez-vous. D'autres enfin ne peuvent se déplacer. C'est donc toute l'infrastructure de communication qu'il faut affiner.

Un personnel admirable mais épuisé

Nous devons accepter l'idée que nous sommes dans l'incertitude et que les autorités ne peuvent pas agir parfaitement. Nous constatons que le variant delta est freiné par les vaccins, mais qu'ils ne l'arrêtent pas. Nous sommes encore dans l'attente pour ce qui concerne le variant omicron. Et il n'y a aucune chance que la pandémie s'arrête d'un coup. Nous risquons même de devoir vivre avec elle des années. En Corse, les structures hospitalières sont dimensionnées en fonction d'une population « normalement » malade. Ça n'est plus le cas. Durant ces deux ans de pandémie, le personnel hospitalier a tout simplement été admirable, mais il n'en peut plus. Le suicide d'un infirmier ajaccien doit jouer un rôle d'alarme. Alors que nous les applaudissions avec enthousiasme lors de la première vague,

nous avons tendance à les oublier, à oublier leurs fatigues, leurs problèmes personnels bref le fait que comme les pompiers, comme les gendarmes, comme les policiers c'est-à-



dire les premières lignes de la société pour faire face à la misère humaine, ils craquent. Le suicide est une réaction extrême certes. Mais beaucoup démissionnent.

Un devoir citoyen

La vaccination est donc un devoir de citoyen et plus simplement de solidarité humaine. Ces personnels ne sont pas à notre service car nous sommes tous interdépendants. Et ce devoir implique que nous fassions passer nos petites réticences infantiles, nos peurs dérisoires au second plan. Si nous voulons que la Corse parvienne à dépasser ces moments difficiles, il va falloir que chacun d'entre nous se sente lié par un rapport essentiel aux autres. Faute de quoi, les questions de santé vont rejaillir sur l'économie et le social au détriment des plus faibles, des plus démunis.

• GXC

Vers la fin de l'autosoliste ?

En 2019, la hausse des prix des carburants avait donné naissance au mouvement des gilets jaunes. Aujourd'hui, la crise sanitaire étouffe la crise sociale. Pourtant, la question de la mobilité reste au cœur de l'actualité, sociale et écologique.

Casse-tête en zone peu dense

À ce jour, la mobilité personnelle reste dominée par « l'autosolisme » - l'automobiliste seul dans sa voiture. La voiture particulière assure aujourd'hui les trois quarts des kilomètres parcourus en France ; elle semble être devenue le moyen incontournable de notre mobilité. Le pétrole fournit la



quasi-totalité des forces motrices à tous les véhicules lourds et légers. La pollution ne diminue pas, tout comme les maladies associées. Pourtant, l'essor de la voiture a permis à nombre de ménages d'échapper à la fatigue de la marche et du pédalage, de ne plus dépendre de transports publics contraignants, de gagner en liberté de mouvement, d'accéder à une plus grande diversité de destinations et de s'offrir une habitation plus spacieuse, avec jardin. Les chercheurs ne s'accordent pas sur le problème des automobiles en zones peu denses. Pour certains, la voiture n'étant pas nocive dans ces territoires, il n'y a pas de raison de s'en préoccuper. Pour d'autres, les nuisances existent et il ne faut pas les négliger. Alors la question se pose de garder la voiture, mais de la rendre moins nuisible. Si les voitures électriques sont moins polluantes, le bruit des pneus sur la chaussée et de la circulation demeure. Autre problème de l'autosoliste, c'est la question du stationnement, de l'occupation

de l'espace. Les villes saturent. En Corse, l'urbanisation exponentielle des villes et de leur périphérie complique ce problème de stationnement que connaissent toutes les villes en expansion.

Rester mobiles à tout prix

Le tiers de la population française vit dans des zones peu denses, c'est-à-dire des villes de moins de 10 000 habitants et le milieu rural. Dans ces territoires, plus des trois quarts des déplacements se font en voiture. Plus de la moitié des ménages y ont deux voitures ou plus. Avec 558 véhicules pour 1 000 habitants, la Corse est d'ailleurs présentée comme la première région pour le parc automobile. La dépendance à la voiture est assez forte dans les villes moyennes et en périphérie des grandes villes où vit un autre tiers de la population. La dépendance à l'autosoliste s'est développée dans tous les territoires, puisque ces derniers se sont eux-mêmes développés par l'automobile. Même le télétravail incite les gens à habiter plus loin de leur lieu de travail ou à accepter un emploi plus éloigné de leur résidence et ne réduit en rien l'usage de la voiture. Lorsque cette dépendance devient contrainte avec des mesures visant à réduire la vitesse, augmentant le coût du carburant, introduisant des taxes supplémentaires, des mouvements de protestation s'organisent face à cette injustice, comme en 2014 avec les bonnets rouges, en 2018 avec les gilets jaunes.

À la recherche d'alternatives

Si en zone dense les alternatives à l'automobile (marche, vélo, transports publics...) se développent, en zone moins dense, c'est tout l'inverse. Dans son rapport sur les mobilités, le Sénat parle même de défi à relever. Au-delà de 5-10 kilomètres, le vélo n'est plus compétitif et l'insécurité routière dissuade d'adopter les deux roues ou même

de marcher (l'accidentologie en Corse reste préoccupante). Les transports publics ne peuvent être déployés partout ou à un coût exorbitant et ne peuvent être rejoints qu'en voiture ou en deux-roues. Le covoiturage de courte et moyenne distance a beaucoup de mal à séduire à cause des contraintes d'organisation et de la difficulté à monétiser le service. Le taux de remplissage des véhicules est estimé en Corse à 1,26 pers/ véhicule. D'ailleurs, le covoiturage est inscrit dans tous les documents stratégiques de planification énergétique de la Corse. À ces pistes de réflexion s'ajoutent celles sur le véhicule lui-même, avec des matériaux moins polluants, utilisant d'autres ressources, avec des carburants alternatifs (comme le gaz de pétrole liquéfié (GPL), le gaz naturel pour véhicule (GNV) et le biogaz, le dihydrogène



(H2) ; le bioéthanol ou biodiesel...). L'augmentation du prix des carburants, la lutte contre le changement climatique poussant à réduire les émissions de CO2 des véhicules... De nombreux facteurs concourent à modifier notre rapport à la voiture et aux déplacements.

• Maria Mariana

33e Musicales

Le Chant des Etoiles

Musicale 2021. Emerveillement des musiques d’Afrique d’Amadou et Mariam et de la voix en majesté de la mezzo-soprano, Claire Cervera. Eblouissement du jazz de Robin Mckelle et de la jonglerie magique de Vincent de Lavenère. Enchantement avec le trio, Soledonna dans son répertoire de polyphonies et par son cadeau de neuf titres sublimes d’artistes qui ont rejoint les étoiles... Salvador, Escudero, Cesaria Evora, Pierre Vassiliu, Nougaro, Manu Dibango, Léo Ferré, Nilda Fernandez, Georges Moustaki... qui ont illuminé le festival bastiais.



Les dernières Musicales nous ont procuré la joie de retrouver, Soledonna, avec ses polyphonies et dans une performance inattendue et originale. Soledonna, trois filles, sœurs et amies. Quand votre trio a-t-il été créé ?

Soledonna est la transformation au féminin des NPC (Nouvelles Polyphonies Corses) cofondées avec Patrizia Gattaceca. Le trio est né en 1998 au moment où ma sœur, Lidia, nous a rejoint pour chanter. Notre maison de disques nous avait demandé de trouver un nom facile à retenir et représentatif de la Méditerranée.

Décliner la polyphonie au féminin quelle réaction cela a-t-il suscité ?

Avec Patrizia Gattaceca nous avons toujours chanté la polyphonie et cela depuis les années 1976 – 1977 où nous avons enregistré notre premier disque en commun. La polyphonie nous est venue spontanément, sans calcul. C’était le chant dans lequel on baignait. Avec les NPC on a fait l’événement : des femmes aux manettes, qui écrivaient textes et musiques, qui décidaient des chanteurs à inviter... c’était du

neuf ! Lidia, elle, avait eu sa propre trajectoire puisqu’elle avait fait partie des Chjam’Aghjalesi, réputé peu féministe ! Le public, lui, a d’abord été étonné d’écouter et de voir trois femmes dans un répertoire polyphonique. Il a été conquis par notre palette comportant une énergie du bonheur, du sourire, du plaisir de chanter et par notre interprétation nouvelle de la polyphonie alliant tradition et création.

Quelles rencontres importantes avez-vous fait avec Soledonna ?

On a noué une amitié avec Nilda Fernandez et avec Nougaro à qui ont fait la surprise d’interpréter « *Armstrong* » en polyphonie. Pour Nilda on a écrit des vers en corse de « *No te pongas triste* » sur une musique d’Alejandro Barcelona. Nilda a aussi participé à notre album, « *Marine* ». Quant à notre rencontre avec Lavilliers elle date des NPC.

Votre parcours et celui de Patrizia Gattaceca avant les NPC ?

On a formé le duo, E duie Patrizie, en 1976. Puis la compagnie de chant et de théâtre, Fola Fuletta. Patrizia a ensuite intégré le groupe, Ottobre, et moi j’ai rallié Teatru Paisanu de Dumenico Tognotti. Parallèlement nous avons fait toutes les deux nos chemins en solo. En 1989 on a lancé les NPC et invité sur nos album Petru Guelfucci, Mai Pesce, Jean Pierre Lanfranchi, les frères Andreani pour ne citer que quelques noms.

Quelle est, pour vous, ce qui caractérise la polyphonie corse ? Qu’est-ce qui a fait son succès auprès de tous les publics ?

La polyphonie c’est toute notre histoire. On est ça. On vient de là. Elle est unique. On la chante et on n’a pas besoin de s’expliquer. Elle est puissante et monte du fond de nos tripes. Le public bien au-delà de la Corse l’a compris... Dans la polyphonie chaque participant a ses mélismes, semblables à son empreinte digitale.

Les répercussions de la pandémie sur la polyphonie ?

En nous empêchant de nous retrouver pour chanter ensemble elle a été une véritable souffrance... Dans la polyphonie la présence

physique de tous est capitale. Authentique et sans artifice elle exprime combien est précieux l'humain.

Dans votre récital aux Musicales vous êtes passées de la polyphonie à des chansons de grands artistes de la scène française récemment disparus. Ce passage a-t-il été facile ?

C'était un autre exercice. Nous avons gardé les trois voix en interprétant des chansons avec des codes harmoniques différents. On aurait pu chanter a capella mais on a fait appel à Pascal Arroyo, qui au piano et à la guitare nous a beaucoup apporté.

N'avez-vous pas éprouvé de coup de blues à l'évocation de ces artistes ?

On en a ressenti une intense émotion, car ces artistes nous les avons connus, sauf Léo Ferré et Leny Escudero. Pour arrêter le choix des titres à interpréter j'ai réécouté l'intégralité de leurs répertoires. Leur rendre hommage était un vrai bonheur. J'ai eu, par exemple, beaucoup de joie à faire redécouvrir, « *Parler aux anges* » de Vassiliu, bien moins célèbre que les titres de ses débuts.

De Moustaki vous avez sélectionné « *Sans la nommer* », qui évoque la Révolution permanente, parce que c'est une chanson en rupture avec le climat parfois glauque de la campagne présidentielle ? « *Sans la nommer* » ou le bon côté de la France des métèques ?

Cette chanson colle au contexte. Elle est appel à continuer le combat. A ne pas baisser les bras... Pour moi la révolution est toujours d'actualité...

Qu'appréciez-vous le plus chez les artistes dont vous étiez proches ?

Doué d'une belle écoute Nilda Fernandez était fantasque, plein de finesse et d'humour. Chez Manu Dibangu on ne pouvait qu'aimer son côté solaire, spontané, sa manière d'être encourageant. Pierre Vassiliu était bouleversant par son hyper sensibilité. Quant à Nougaro il était la poésie en personne. Il rendait tout poétique.

Vous avez commencé votre récital par six polyphonies. Sur quels critères les avez-vous retenues ?

« *Memoria* » s'imposait par sa symbolique car c'était une façon de célébrer Petru Guelfucci et Jackie Micaeli qui venaient de nous quitter. « *No te pongas triste* » nous renvoyait automatiquement à notre ami très cher, Nilda Fernandez. « *Indianu* » dénonçant le racisme et l'intolérance nous est apparu très opportun à l'heure présente. « *Giramondou* » était le chant que le public attendait. Ce chant interprété à l'ouverture des JO d'Albertville a fait le tour du monde. Enfin, « *Sò pascare* » par sa tonalité rythmée et tonique était un rayon de soleil.

Avec Patrizia Gattaceca comment vous partagiez-vous le travail de création ?

J'étais plutôt la compositrice et Patrizia l'auteur des textes. Mais souvent on faisait œuvre collective. De nos rencontres avec des artistes de l'extérieur survenaient aussi des collaborations. Notre objectif était



de faire des choix cohérents de chants qui puissent se chanter à trois voix.

La contribution des artistes au riacquistu ?

Nos voix, nos textes, nos musiques ont porté le riacquistu. Ils en ont été le moteur et la base de la réappropriation culturelle corse. Ce riacquistu il faut le poursuivre aujourd'hui.

De quel œil voyez-vous la scène musicale insulaire actuelle ?

Les jeunes aiment chanter. Les belles voix sont là. J'apprécie qu'il y ait sur scène de plus en plus de femmes. Si des groupes innovent en mariant tradition et modernité, d'autres se répètent ou imitent ceux qui les ont précédés. Il faudrait plus de recherches, plus d'échanges. Sans perdre un pouce d'identité on devrait ouvrir en grand nos oreilles au monde ! L'avenir réside dans la formation de la jeunesse qui mérite un centre de pointe pour perfectionner ses créations. Cette jeunesse bien formée c'est en elle que réside l'espoir.

Un spectacle récent qui vous a franchement plu ?

Celui de Fanou Torracinta. Sur scène c'est un régal tant il fait plaisir à voir. Excellent musicien il sait bien s'entourer, ses compositions sont modernes, sensibles. Il a un style neuf. J'ai adoré !...

Comment jugez-vous la marotte chez beaucoup de jeunes de chanter en anglais ?

Personnellement j'ai privilégié la création en langue corse, néanmoins je ne me trahis pas en chantant en espagnol. L'important, c'est la sincérité. Alors, si on fait le choix de l'anglais, pourquoi pas ! Mais attention à l'uniformisation.

Artiste engagée qui a attrapé le virus de la création à 15 ans, que souhaitez-vous pour la Corse ?

Politique et culture sont indissociables. Je rêve d'une Corse modèle d'inventivité, de créativité pour la Méditerranée avec des échanges intensifiés. Il faut que les politiques soient toujours plus conscients que la culture est indispensable à l'épanouissement de l'humain.

• **Propos recueillis par M.A-P**

L'an 1 du Salon de l'agriculture corse

Vescovato, la joie se lisait sur les visages des artisans de ce beau projet, car c'est grâce à leur ténacité et à leur mutualisation d'idées et d'efforts que la Chambre d'Agriculture s'est installée sur un site rural, plus accessible aux agriculteurs à deux pas de Bastia et c'est aussi grâce à leur cohésion que le premier Salon de l'agriculture corse a vu le jour. Jean-François Sammarcelli, Joseph Colombani et Benoît Bruzi maire de Vescovato ne cachaient pas leur joie pour ce premier salon qu'ils souhaitent à vocation régionale et pourquoi pas internationale.

Tout le week-end, de belles rencontres ont eu lieu autour de l'agriculture et de l'artisanat. Un mini-salon Villepinte avec ses professionnels de terrain, leurs engins de travail, des démonstrations de matériel agricole et la présence d'animaux. Tous les exposants avaient joué le jeu en déposant leurs matériels, tracteurs et autres sur le site pour les deux jours. Parmi les invités, Sébastien Windsor, président des chambres d'agriculture, a été emballé par l'organisation de ce premier salon avec autant de produits divers et de qualité et déclaré être fier de partager ce moment de convivialité. Joseph Colombani a rappelé qu'il avait 50 ans de vie agricole derrière lui et qu'il avait commencé à Vescovato. Il a souligné que les « aides » avaient donné un

chambres d'agriculture. L'organisation est portée par l'association « *A gri' sgiani* » dont le président Fabien Lindori est également éleveur à Venzolasca. Il pense que ces rencontres permettront de voir le bon côté des agriculteurs. Le matériel exposé est respectueux de l'environnement. L'agriculture corse est une agriculture raisonnée, en montagne les cochons mangent des glands, les brebis de l'herbe. C'est une manière d'élever à l'ancienne qui a toujours bien marché. La Cop26 en a déçu plus d'un, il faut prendre le problème du réchauffement climatique à bras le corps. Nous avons des filières qui travaillent sans produits polluants avec des machines qui sèment sans défoncer la terre. Les jeunes qui s'installent ne sont pas seuls, ils sont accompagnés par les chambres. Le salon compte 70 exposants dont 17 filières agricoles. Les institutionnels proches des milieux agricoles étaient très nombreux. Nous n'en citerons que quelques uns dont l'incontournable Crédit Agricole, l'Inra, « *le lanceur d'alerte* » le Fredon corse qui est une association de défense de l'environnement, le GDS, qui représente, informe et accompagne tous les propriétaires d'animaux d'élevage... 600 m² de chapiteau accueillait les visiteurs. Chaque stand représentait un groupement de producteurs l'association caprine ou ovine corse, la noisette de Cervioni, les maraîchers corses, les vins et bières... Des démonstrations de fabrication du brocciu et de fromage frais ont également eu lieu. Néanmoins l'accent était mis sur le côté culturel de la rencontre agriculteurs-public. Implication citoyenne et transition énergétique en Corse, réchauffement climatique, bilan carbone, l'alimentation avec un grand « A » qui ne se réduit pas seulement à ce qu'il y a dans nos assiettes. C'est avant tout un droit humain, un déterminant culturel, un lien. Derrière



souffle nouveau aux agriculteurs leur permettant de s'équiper en matériel performant. Il a expliqué que la chambre avait quitté Bastia pour cause de travaux lourds à effectuer et par manque de parkings. 4 communes étaient en lice : Bastia-Borgo-Lucciana-Vescovato, c'est Vescovato pour la visibilité et l'emplacement qui a été choisi. Le bâtiment a été réalisé sans aides aucunes, ni état, ni région uniquement sur les deniers des

ce geste simple se cachent des organisations humaines complexes, subissant les conséquences de modèles économiques inégalitaires. Des conférences-débat se sont succédées suivies d'interventions enrichissantes. Mme Joëlle Zask philosophe à la faculté Aix-Marseille a rappelé que l'agriculture peut, sous certaines conditions représenter une puissance non négligeable de changement et être un véritable espoir pour l'écologie démocratique. Le but : participer, apprendre des autres, coopérer et partager. À coup sûr, on part gagnant-gagnant. D'autres conférenciers ont échangé également. Une belle réussite !

• Danielle Campinchi

Le Volley Ball toujours en service à Bastia

Le club cher à Raymond Henrard, malgré des hauts et des bas, est toujours bien ancré dans le paysage sportif insulaire.

L'histoire du Volley Ball Bastiais* ne peut être dissociée de celle de Raymond Henrard. Figure du volley en Corse, dirigeant emblématique et passionné comme le sont les Pierre Bartoli à l'athlétisme ou Paul Gigon à l'escrime. Des personnages qui donnent ou ont tout donné à leur discipline. Créée en 1962 par Raymond Henrard au sein d'un club omnisport qui comprenait hand, rugby, voile..., en 2004 la discipline volley prend un souffle nouveau en s'émancipant et devenant le VBB. Dans l'histoire du club, on se souviendra des filles de Raymond s'illustrant en championnat de France de N3. Aujourd'hui président d'honneur et en recul pour raison de santé, Raymond Henrard, 80 ans, peut s'appuyer une équipe jeune et dynamique.

Un club axé sur la formation

Au club depuis plus de 25 ans, Bernard Gervais-Graziani incarne la nouvelle vague des dirigeants du VBB. Choisi par Raymond Henrard, le jeune président a constitué autour de lui une équipe de dirigeants bénévoles



dynamiques comme Gwendoline Grafteaux, secrétaire, qui gère le club au quotidien et Christophe Bregent, vice-président. Le club qui a été, et qui est toujours impacté, par la pandémie se porte malgré tout plutôt bien avec 80 licenciés dont une cinquantaine de jeunes. « La Fête du sport de septembre à Bastia a été un gros succès pour nous et bon nombre de jeunes sont venus renforcer les effectifs » indique G. Grafteaux. Bémol : les infrastructures. Tout comme Raymond Henrard

durant toutes ses mandatures, le club doit se battre au quotidien pour s'entraîner dans de bonnes conditions. Et celles-ci, 50 ans plus tard, ne sont toujours pas réunies, elles empirent même. « *Pepito étant en reconstruction, nous sommes passés de 6 séances à 3 et dans une structure de l'Arinella pas du tout adaptée et avec du matériel désuet alors qu'au Fango le matériel est flambant neuf* » déplore B. Gervais-Graziani. « *Nous sommes aujourd'hui contraints de faire des entraînements collectifs en mélangeant nos 6 catégories, de benjamins à seniors* » ajoute G. Grafteaux.

Vers une équipe compétitive féminine

Si les relations avec la ligue corse de volley ont souvent été tendues, aujourd'hui elles semblent apaisées. « *La Ligue a elle aussi connu des tourments et repart sur de bonnes bases et nous aide* » souligne Bernard Gervais-Graziani. « *Elle reconnaît notre savoir-faire en matière de formation et souhaiterait qu'à l'image du haut niveau chez les hommes en Corse du sud, nous ayons à Bastia une forte équipe féminine, comme on a l'eu par le passé* ». La formation, voilà le maître mot des dirigeants du VBB. « *Nous sommes axés sur la formation, la progression car le volley s'apprend jeune et développe beaucoup de facultés chez les enfants* » souligne Gwendoline. Deux jeunes du VBB, Sharon Bréjean et Maël Drilles-Ficheront d'ailleurs intégré le Centre Régional d'Entraînement à Ajaccio. Un autre jeune issu du VBB, Romain Bréjean, 18 ans, joue actuellement en PRO A avec Cannes. La Ligue, en raison de la crise sanitaire, n'ayant pas encore mis en place de championnats, le VBB organise des tournois internes ou avec les 3 autres clubs de l'île situés en Balagne, Corte et Ajaccio. Comme le faisait si bien Raymond Henrard, le VBB entend aussi reprendre ses interventions dans les écoles une fois la pandémie passée.

• Ph.J.

*VBB : 06 12 03 21 98 -

<https://www.facebook.com/volleyballbastiais>

Les grands projets de la Ligue Corse d'Échecs



Récemment s'est tenue l'AG de la Ligue Corse d'Échecs. Le président Akhavanh Vilaisarn a dressé un bilan de sa 1ère année de mandature. Un bon bilan malgré les contraintes et les difficultés engendrées par la crise sanitaire. « Cette pandémie et les confinements ne nous ont finalement pas vraiment gênés car nous avons l'habitude d'utiliser Internet pour des compétitions. Les confinements nous ont même permis de développer de nouvelles relations internationales via le web » souligne A. Vilaisarn. « Je tiens d'ailleurs à rendre hommage à toute notre équipe qui a été capable de traverser la crise en s'adaptant et en innovant ». A. Vilaisarn a souligné la forte mobilisation de tous les clubs, des bénévoles et des salariés de la Ligue. « La saison sportive a été positive malgré la crise sanitaire et je suis très optimiste pour l'avenir de la Ligue Corse. Notre objectif est de consolider les acquis et continuer à avancer avec sérieux et créativité ». Et les projets sont nombreux avec des rencontres et des opens internationaux à Bastia, Porto Vecchio, Porticcio, un tournoi européen des jeunes couplé avec le grand rassemblement scolaire à Bastia. « On va aussi développer la pratique des échecs auprès de nouveaux publics comme par exemple les féminines ou les personnes à handicaps, développer les liens intergénérationnels et bien sûr poursuivre et développer la promotion de la langue corse à travers les échecs ».



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DES PROFESSIONNELS SONT ENGAGÉS À VOS CÔTÉS

TOUS MOBILISÉS CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES



#NeRienLaisserPasser

Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site :

[ArretonsLesViolences.gouv.fr](https://www.ArretonsLesViolences.gouv.fr)

**ARRÊTONS
LES
VIOLENCES
3919**

NUMÉROS
D'URGENCE

17 SMS **114**